

**Audience publique du 21 janvier 2004**

Recours formé par Monsieur ..., ...  
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes  
en matière d'impôt sur le revenu

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 16585 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 19 juin 2003 par Monsieur ..., ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation de la décision du directeur de l'Administration des Contributions directes du 20 mars 2003, lui notifiée le lendemain, déclarant non fondée sa réclamation du 15 mai 2002 formulée à l'encontre du bulletin de l'impôt sur le revenu du bureau d'imposition Esch 2 de la section des personnes physiques de l'Administration des Contributions directes du 10 mai 2002 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 19 novembre 2003 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 2 décembre 2003 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision directoriale déférée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 14 janvier 2004.

---

Considérant qu'en date du 15 mai 2002, Monsieur ... formula une réclamation à l'encontre du bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2001 du 10 mai 2002 émis par le bureau d'imposition Esch/Alzette 2 de la section des personnes physiques de l'Administration des Contributions directes, désigné ci-après par « *le bureau d'imposition* » ;

Que par décision du 20 mars 2003, notifiée le lendemain à Monsieur ..., le directeur de l'Administration des Contributions directes désigné ci-après par « *le*

*directeur* » a déclaré la réclamation recevable, mais au fond l'a rejetée pour n'être pas fondée ;

Considérant que par requête déposée en date du 19 juin 2003, Monsieur ... a formulé un recours contentieux à l'encontre de la décision directoriale précitée du 20 mars 2003 ;

Considérant qu'au titre de la recevabilité du recours, le représentant étatique constate que le demandeur ne conteste point la légalité de l'imposition concernant l'impôt sur le revenu de l'année 2001 mais critique « *le caractère incohérent et inique* » du mécanisme de majoration du tarif lui applicable en classe d'impôt 1A et lui ayant été appliqué en l'occurrence ;

Que le représentant étatique de soulever encore la question si la démarche de Monsieur ... ne devait pas, le cas échéant, être analysée comme demande de remise gracieuse fondée sur une rigueur objective, en ce que l'imposition est critiquée non point suivant les calculs de l'impôt effectués mais suivant un taux jugé excessif, « *incohérent et inique* », en comparaison avec les taux applicables pour des revenus comparables dans les classes d'impôt 1 et 2 ;

Considérant qu'à travers son recours contentieux, Monsieur ... reprend, en les étayant, les moyens invoqués à la base de sa réclamation initiale ;

Considérant que le directeur a retenu à juste titre que si le demandeur n'attaquait point l'attribution dans son chef de la classe d'impôt 1A au sens de l'article 119, numéro 2 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR), ni même les bases sur lesquelles s'assied l'imposition sur le revenu pour l'année 2001, cela ne signifie cependant pas pour autant que le demandeur accepterait le résultat de l'imposition et estimerait qu'il ne lui ferait pas grief ;

Considérant qu'aux termes du paragraphe 232, (1) de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, telle qu'elle a été modifiée, désignée ci-après par « *Abgabenordnung (AO)* » „*einen Steuerbescheid kann der Steuerpflichtige nur deshalb anfechten, weil er sich durch die Höhe der festgesetzten Steuer oder dadurch beschwert fühlt, dass die Steuerpflicht bejaht worden ist*“ ;

Considérant qu'il découle clairement de l'essence même des nombreuses argumentations articulées par Monsieur ... à l'appui de son recours que l'intéressé se plaint justement de ce que la cote d'impôt retenue à son égard à travers le bulletin d'impôt critiqué du 10 mai 2002 serait surfaite, en entreprenant de ce chef le calcul même de l'impôt dégagé à son encontre à travers le fait notamment d'invoquer le caractère disproportionné, discriminatoire, inique et incohérent de l'imposition opérée dans son chef en tant que relevant de la classe d'impôt 1A, dans la mesure où l'on compare le tarif ainsi appliqué à celui en vigueur pour l'exercice 2001 face à un revenu comparable pour des contribuables relevant respectivement des classes d'impôt 1 et 2 ;

Que de la sorte le demandeur conteste la légalité même de l'imposition opérée en l'espèce à son encontre, ses moyens tendant entre autres à soulever la question de la légalité des dispositions pertinentes de la loi concernant l'impôt sur le revenu face notamment au principe de l'égalité des contribuables devant l'impôt et celui de l'égalité devant la loi, tels que repris respectivement par les articles 101 et 10bis de la Constitution, ensemble les exigences inhérentes au principe que toute imposition est à opérer suivant les charges contributives du redevable concerné ;

Considérant que la cote fixée à travers le bulletin d'imposition du 10 mai 2002 faisant dès lors grief dans le chef du demandeur le moyen d'irrecevabilité soulevé est à écarter ;

Considérant que dans la mesure où le demandeur conclut à une extension rétroactive du résultat à l'année d'imposition 2000 du résultat dégagé pour l'année 2001, le recours est irrecevable, la réclamation initiale n'ayant pas été utilement formée contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année antérieure, 2000 ;

Considérant qu'en raison du principe du non cumul des voies contentieuse et gracieuse dans une même procédure, le recours s'analysant comme une instance contentieuse basée sur le paragraphe 232 AO, le même argumentaire ne saurait être qualifié, à ce stade, comme devant engager une procédure de remise gracieuse sur pied du paragraphe 131 AO ;

Considérant que la requête introductive d'instance ne porte pas l'indication si le recours à travers elle véhiculé est un recours en annulation ou un recours en réformation ;

Considérant que pareille indication n'est pas exigée à peine de nullité par la loi (trib. adm. 20 décembre 2000, n° 12192 du rôle, Pas. adm. 2003, V° Recours en réformation, n° 3 page 590) ;

Considérant que lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il convient d'opérer la qualification suivant la substance des moyens présentés, étant entendu qu'en présence d'un non professionnel requérant, et dans la mesure où les moyens tendent, du moins médiatement, à cette fin, il convient de retenir que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi (cf. trib. adm. 18 janvier 1991, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2003, V° Recours en réformation, n° 3 page 590 et autres décisions y citées) ;

Qu'en l'occurrence les moyens présentés tendent en substance à voir ramener la cote d'impôt à un niveau inférieur à celui initialement arrêté à travers le bulletin d'impôt litigieux, de sorte que le recours peut être qualifié de recours en réformation, encore que certains éléments présentés à travers lui soient susceptibles de s'analyser comme moyens de légalité soulevés dans le cadre du recours au fond introduit ;

Que le recours ayant par ailleurs été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi, il est recevable ;

Considérant que dans un ordre d'idées subsidiaire, le délégué du Gouvernement d'estimer que les développements du demandeur engendrent « *une excursion sur le terrain des mathématiques financières* », une fois l'analyse au fond à entamer ;

Qu'il importe dès lors d'ordonner une réouverture des débats, afin de permettre aux parties de prendre utilement position, au fond, au regard des éléments de fait et de droit d'ores et déjà présentés, afin de dégager tant les aspects techniques inhérents à l'argumentaire développé à travers le recours que, le cas échéant, les articles pertinents de la législation applicable dont la conformité à la Constitution est critiquée par Monsieur ..., avec circonscription des dispositions de la Constitution effectivement invoquées à travers les éléments d'argumentation présentés ;

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en réformation recevable, dans la mesure où il concerne l'imposition sur le revenu pour l'année 2001 ;

le déclare irrecevable pour le surplus ;

au fond, avant tout progrès en cause, ordonne la réouverture des débats et invite chaque partie à déposer un mémoire complémentaire sur les questions à préciser suivant les énonciations comprises au corps des présentes, mémoires à fournir, sous peine de forclusion pour le lundi 9 février 2004 au plus tard, tout en accordant aux parties le droit de fournir par la suite un mémoire supplémentaire jusqu'au lundi 1<sup>er</sup> mars 2004 au plus tard, sous peine de forclusion ;

refixe l'affaire pour continuation des débats à l'audience publique du mercredi 3 mars 2004 à 15.00 heures ;

réserve les frais, ainsi que tous autres droits des parties.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 21 janvier 2004 par :

M. Delaporte, premier vice-président,  
Mme Thomé, juge,  
M. Sünner, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte